

Brochure n° 3169

**Convention collective nationale**

IDCC : 1726. – **CABINETS D'ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION  
ET DE MÊTREURS-VÉRIFICATEURS**  
**Collaborateurs salariés**

---

■ *Journal officiel* du 18 février 2009

**Arrêté du 11 février 2009 portant extension d'un accord régional  
(Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective  
nationale des collaborateurs salariés des cabinets d'économistes  
de la construction et de métreurs-vérificateurs (n° 1726)**

NOR : MTST0903470A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1993 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 18 avril 2008, portant extension de la convention collective nationale des  
collaborateurs salariés des cabinets d'économistes de la construction et de  
mètreurs-vérificateurs du 16 avril 1993, ainsi que des textes qui l'ont modi-  
fiée ou complétée ;

Vu l'accord régional (Ile-de-France) n° 65 du 25 juin 2008, relatif à la  
valeur du point, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 8 octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
6 février 2009,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel de la convention collective nationale des collaborateurs salariés des cabinets d'économistes de la construction et de métreurs-vérificateurs du 16 avril 1993, tel que modifié par l'avenant n° 2 du 12 février 1997 modifié le 26 juin 1997, et dans son propre champ d'application territorial, les dispositions de l'accord régional (Ile-de-France) n° 65 du 25 juin 2008, relatif à la valeur du point, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/30, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.